



Suivi de la conjoncture économique

N° 144 – 3^{ème} trimestre 2010

Sommaire

Synthèse	3
1- Le contexte international et national	4
2- La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique	4
Annexes statistiques	8
Note méthodologique	9
Les secteurs d'activité	10
Vue d'ensemble des secteurs	11
Agriculture et élevage	12
Le secteur agroalimentaire	15
Les autres industries	17
Le secteur du bâtiment et des travaux publics	19
Le secteur du commerce	21
Le secteur des services aux entreprises	23
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme	24
Les entreprises	26
L'investissement des entreprises	27
Les conditions de financement offertes aux entreprises	27
La vulnérabilité des entreprises	28
Dernières données chiffrées	28
Les ménages	30
La consommation des ménages	31
L'investissement des ménages	31
La vulnérabilité des ménages	32
Dernières données chiffrées	32
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	34
Le marché de l'emploi	35
L'inflation	35
Le commerce extérieur	35
Dernières données chiffrées	36
Liste des publications	37

Synthèse

1- Conjoncture internationale et nationale du 3^e trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale encore hésitante

Au troisième trimestre 2010, la poursuite du mouvement de reprise a été globalement timide et les écarts ont continué à se creuser entre pays émergents et pays avancés. La stabilité financière a été menacée par la crise des dettes souveraines. La consommation et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance, doivent maintenant prendre le relais des politiques de relance budgétaire.

Au cours du troisième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,0% en rythme annualisé¹ après +2,4%² au deuxième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une décélération de la demande intérieure et par une atténuation du déficit commercial imputable à une moindre hausse des importations. Pour la première fois depuis avril dernier, le taux de chômage a très légèrement augmenté pour atteindre 9,6% de la population active en octobre. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,1% en septembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

Au Japon, le PIB a augmenté de 0,9% durant le troisième trimestre, après +0,1% au deuxième trimestre. La croissance a été tirée notamment par la consommation des ménages et l'investissement privé résidentiel, alors que la demande publique a marqué le pas et que les exportations ont augmenté moins vite que les importations.

Dans les pays émergents, l'activité économique est restée soutenue, même si la croissance s'est quelque peu essoufflée. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations légèrement plus faibles qu'au deuxième trimestre. Les effets des plans de relance se font sentir notamment en Amérique latine, où le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,7 % et 9,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2010³.

La croissance du PIB de la zone euro a ralenti (+0,4% au troisième trimestre contre +1% au second trimestre 2010), malgré la croissance de l'Allemagne (+ 0,7% sur le trimestre). La hausse des prix à la consommation dans la zone euro s'est établie à 1,8% en septembre 2010, du fait essentiellement de la composante énergie. Le taux de chômage dans la zone a atteint 10,1% en septembre 2010. La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, à 1%.

En France également, la croissance a ralenti : le PIB a progressé de 0,4 %, après +0,6 % au trimestre précédent. La demande des ménages a joué un rôle moteur : leur consommation et leur investissement ont progressé respectivement de 0,6% et 1% sur le trimestre (contre 0,3% et 0,2% au deuxième trimestre). L'investissement des entreprises a décéléré (+0,5% contre +1,2% au trimestre précédent). Le solde commercial a continué de se détériorer, contribuant négativement à la croissance (-0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,6 % sur un an en octobre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par la hausse saisonnière des prix des services. L'emploi salarié dans les services marchands a poursuivi sa hausse (+0,3% après +0,2%) mais le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,2% sur le trimestre.

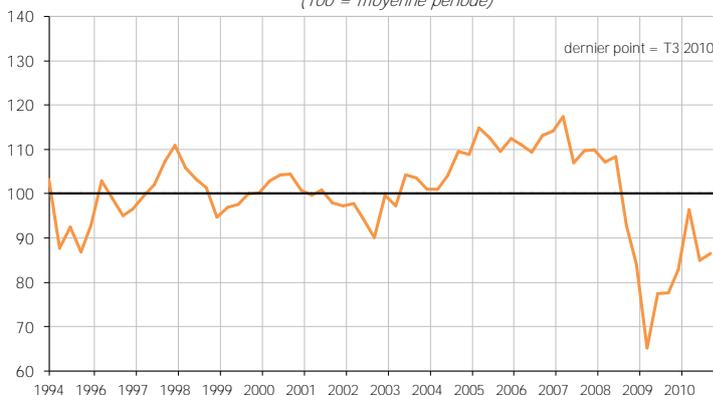
2- La conjoncture économique à la Martinique

Un climat des affaires en légère amélioration

Au troisième trimestre 2010, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse légèrement (+1,5 point) après le fort recul enregistré le trimestre précédent (-11,3 points). Sur un an, l'ICA se redresse mais reste encore situé en deçà de sa moyenne de longue période (-13,5 points). Les soldes d'opinion relatifs au passé et au futur participent à cette amélioration. Il est cependant trop tôt pour parler de reprise, il s'agit plutôt d'une inflexion.

La consommation montre quelques signes de reprise en dépit des difficultés de trésorerie des ménages et de la dégradation du marché de l'emploi. L'investissement des entreprises reste incertain et peine à retrouver le chemin de la croissance.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ Soit +0,5% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

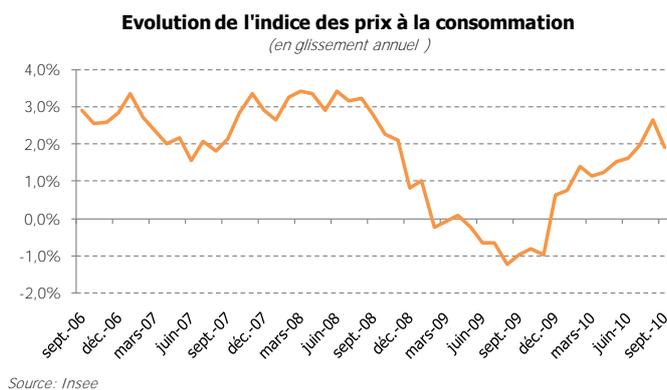
³ Soit respectivement 2,1 % et 2,2 % en rythme trimestriel.

L'activité durablement déprimée du secteur du BTP pèse sur l'industrie et le commerce. Dans ce contexte, les prévisions de reprise pour le quatrième trimestre sont encore mitigées.

Un regain de tension sur les prix

L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 1,1 % sur le 3^{ème} trimestre, contre -0,1 % au second. Cette évolution tient à l'augmentation des prix des services (+1,1 %) et de l'énergie (+6,2 %). La progression des prix de l'alimentation est plus modérée (+0,4 %) tandis que les prix des produits manufacturés sont stables (-0,1 %).

Sur un an, l'inflation atteint +1,9 % sous l'impulsion des prix de l'énergie (+11,1 %) et des services (+2,0%). Cette progression est un peu plus élevée que celle enregistrée en France métropolitaine (+1,6 %), mais beaucoup moins marquée qu'en Guadeloupe (+4,2 %).



Une nouvelle dégradation de l'emploi

Le trimestre se caractérise par une nouvelle détérioration du marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi de fin de mois de catégorie A (DEFM A) progresse de 5,5 % par rapport au trimestre précédent. A fin septembre 2010, la Martinique compte 41 169 DEFM A, ce qui porte l'indicateur de chômage⁴ à 25 % de la population active. Les jeunes de moins de 30 ans sont la catégorie la plus touchée (+11,7 % sur le trimestre). Le nombre d'allocataires de Pôle Emploi est également en hausse (+1,0 %).

Sur un an, le nombre de DEFM A augmente de 4,1 % tandis que celui des bénéficiaires de l'allocation chômage gagne 3,0 %, à fin septembre 2010.

Quelques signes d'embellie pour la consommation des ménages

La consommation des ménages montre quelques signes de reprise au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation (cvs) augmentent de 7 % sur le trimestre. De même, le chiffre d'affaires de la grande distribution est favorablement orienté (+8,0 %), tout comme les recettes de TVA (+1,5 %). Le marché automobile retrouve également un peu de vigueur, les ventes de véhicules de tourisme progressant de 16,4 % sur la période, après +1,2 % au deuxième trimestre. En revanche, les dirigeants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font état d'une activité toujours déprimée, en raison notamment des difficultés financières des ménages.

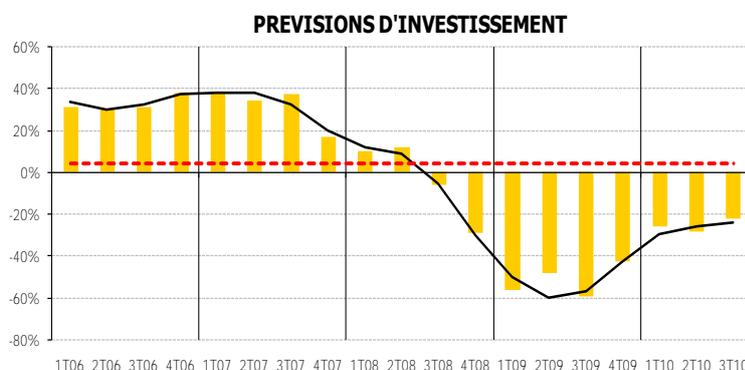
Sur les trois premiers trimestres de 2010, la consommation (hors automobile) a progressivement retrouvé son niveau d'avant la crise. Le chiffre d'affaires de la grande distribution est relativement stable par rapport à 2008 (-0,1 % en données cumulées) comme les importations de biens de consommation (+0,8 %).

Depuis début 2010, le nombre de dépôts de dossiers de surendettement⁵ a augmenté de 30,8 % sur un an (-1,9 % sur le trimestre), suivant une tendance analogue au nombre de retraits de cartes bancaires (+20,7 %, +0,8 % sur le trimestre).

L'investissement des entreprises toujours incertain

Le manque de visibilité conduit les entreprises à une certaine prudence en termes de prévisions d'investissement.

Les indicateurs confirment l'absence d'une véritable tendance : les ventes de véhicules utilitaires se redressent (+5,4 % sur le trimestre) alors que les importations de biens d'équipement (cvs) sont orientées à la baisse (-5 %).



⁴ Rapport entre le nombre de DEFMA et la population active.

⁵ Le dispositif de traitement du surendettement a été modifié, avec l'entrée en vigueur de la Loi Lagarde, le 1^{er} novembre 2010. Cette réforme a pour objet principal d'accélérer et de déjudiciariser les procédures de surendettement.

Hausse des importations et repli des exportations

Les importations sont favorablement orientées, **rendant compte d'une reprise de la demande intérieure**. Elles sont en hausse de 2,7 % (cvs) par rapport au deuxième trimestre et de 30,9 % par rapport au troisième trimestre 2009. En revanche, les exportations accusent un nouveau repli par rapport au second trimestre 2010 (-20,7 % cvs), en lien avec la diminution des exportations de produits énergétiques.

L'activité peine à redémarrer dans presque tous les secteurs

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité s'est moins contractée qu'au trimestre précédent et les effectifs ne diminuent plus, **pour la première fois depuis 2008**. Cependant, le poids des charges d'exploitation pénalise les trésoreries déjà fragilisées par l'allongement des délais de paiement. Le contexte économique est toujours morose et les prévisions d'activité restent mal orientées.

Le **secteur agro-alimentaire** connaît une stabilisation de son courant d'affaires après deux trimestres consécutifs plus favorables.

Au sein du **secteur primaire**, l'activité est mitigée. Le tonnage de bananes produites a retrouvé le niveau antérieur au passage du cyclone Dean. Cependant, les producteurs doivent faire face à une pression plus forte sur les prix : 0,57 euro le kilogramme de bananes à fin septembre contre 0,75 euro à fin juin. Par ailleurs, la filière agricole est de nouveau confrontée aux aléas climatiques. Le passage de l'ouragan Tomas, du 30 au 31 octobre 2010, a occasionné une perte de 15 000 tonnes environ sur la production de bananes et affecté les plantations de cultures maraichères. Au sein des filières d'élevage, les productions de viandes sont conformes à la normale. Au troisième trimestre les abattages sont en hausse de 1,8 % sur un an, bénéficiant de l'orientation favorable de la production de viande porcine (+3,5 %).

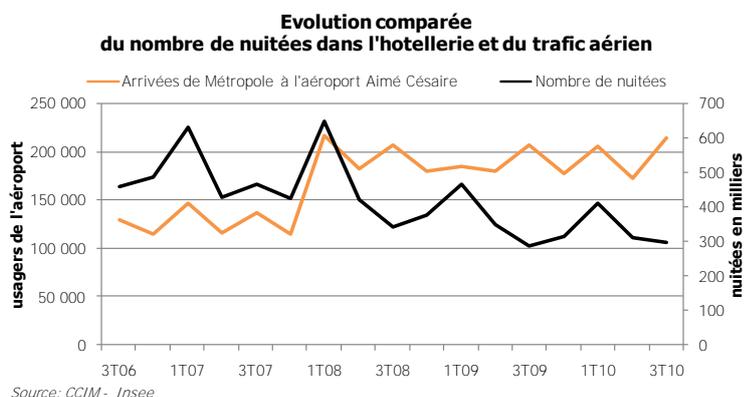
L'activité du **BTP** demeure déprimée : les ventes de ciment restent défavorablement orientées (-6,1 % sur le trimestre), alors que le nombre d'attestations de conformités électriques se stabilise (+0,8 %). Le secteur est en attente d'une relance de l'investissement public et privé, alors que la construction de logements n'a pas connu de véritable reprise comme en métropole⁶. Sur les trois premiers trimestres de 2010, les ventes de ciment sont en légère augmentation (+1,4 %), mais restent très en deçà du niveau atteint en 2008 (-25,6 %).

Le secteur de l'**industrie**, fortement dépendant de l'activité du BTP, subit une nouvelle dégradation de son courant d'affaires. Les situations de trésorerie restent tendues en raison de l'allongement des délais de paiement et de la dégradation des charges d'exploitation.

L'activité du **secteur du commerce** est à nouveau dégradée au troisième trimestre.

Au troisième trimestre 2010, le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire affiche une hausse de 3,4 % sur un an. Parallèlement, le taux d'occupation des hôtels atteint 47 % en moyenne sur le trimestre, soit un point de moins que l'année précédente.

L'activité du **secteur du tourisme** a retrouvé un niveau proche de sa moyenne longue période, mais reste confrontée à une dégradation des charges d'exploitation et des délais de paiement.



Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une relative embellie dans leur activité. Les carnets de commande se remplissent et favorisent l'amélioration du courant d'affaires. Toutefois, la trésorerie reste fortement dégradée en raison de l'allongement des délais de paiement.

⁶ En métropole, les ventes de logements neufs sont en forte croissance en 2010 (+17 % sur les 3 premiers trimestres de l'année) stimulées par un niveau historiquement faible des taux d'intérêts et le dispositif Scellier.

Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre 2008 répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre 2008; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : www.mediateurducredit.fr ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plateforme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

Au 4 novembre et depuis l'entrée en vigueur du dispositif de médiation, 128 dossiers ont été déposés. Sur les 86 dossiers recevables, 34 dossiers ont été clôturés après un succès de la médiation et 28 sont en échec. Le taux de médiation réussie en Martinique s'établit ainsi à 55 %.

Annexes statistiques

Note méthodologique

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- Des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes, etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- Des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédits traitées par l'IEDOM,
- Les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprise de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Les secteurs d'activité

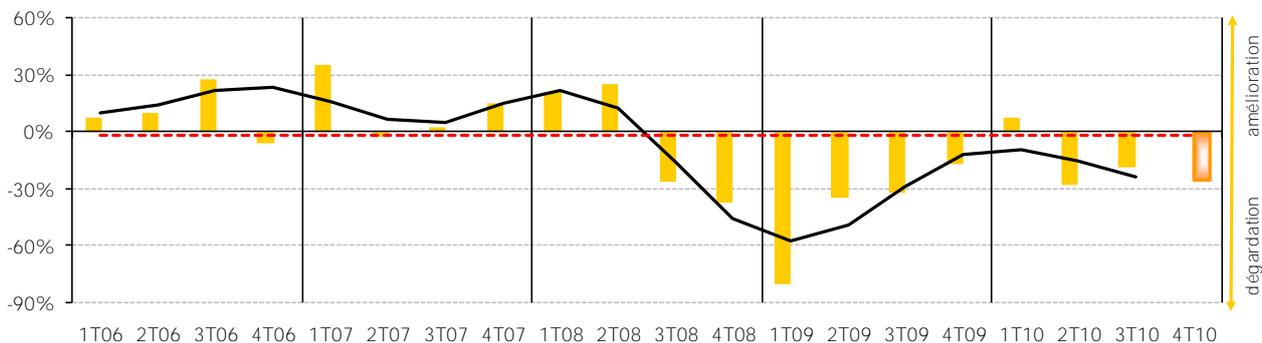
-

***Résultats de l'enquête de
conjoncture de l'Iedom
et données quantitatives***

VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 114 entreprises employant au total 6 430 salariés

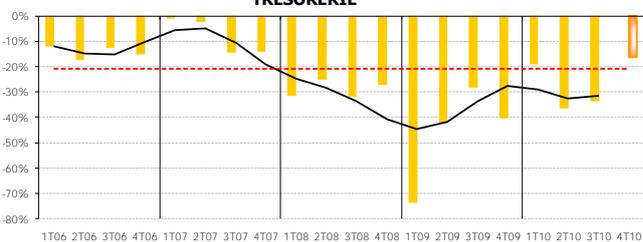
ACTIVITE



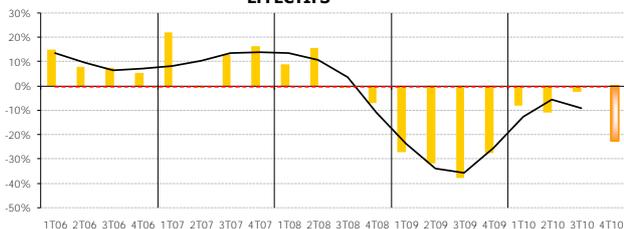
CHARGES



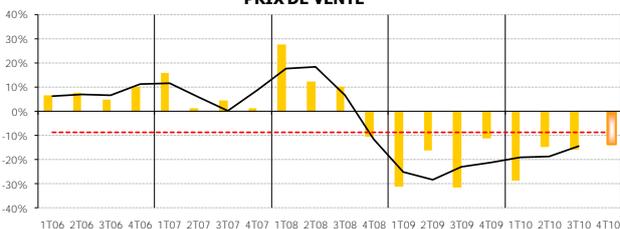
TRESORERIE



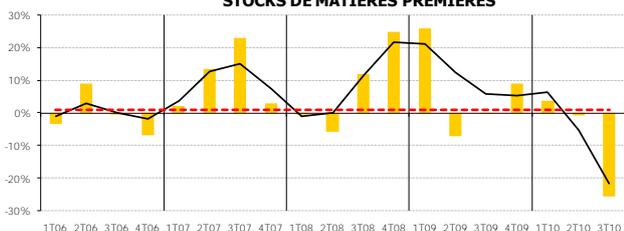
EFFECTIFS



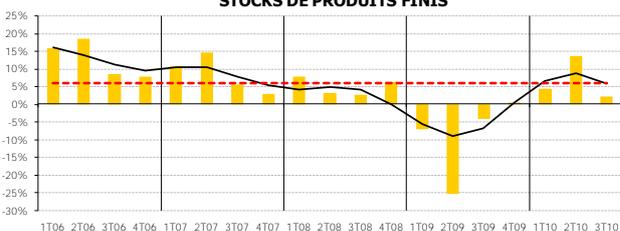
PRIX DE VENTE



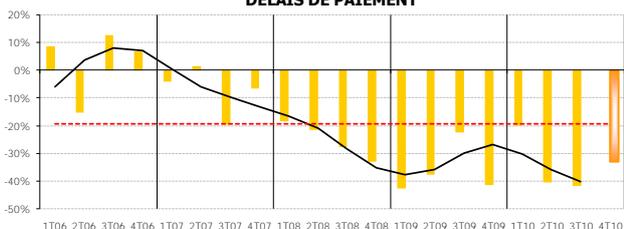
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



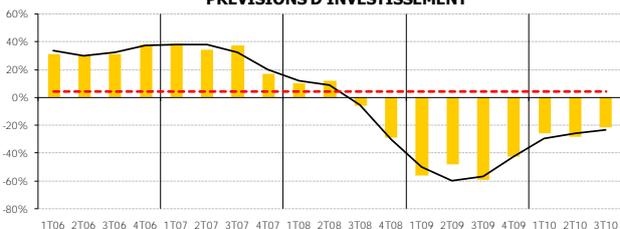
STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

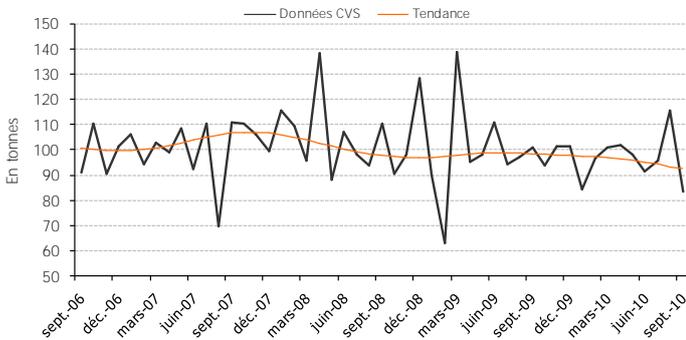


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

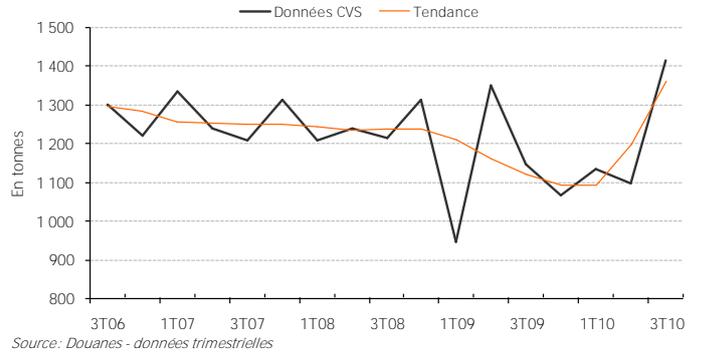
AGRICULTURE ET ELEVAGE

La filière bovine

Abattage de viande bovine

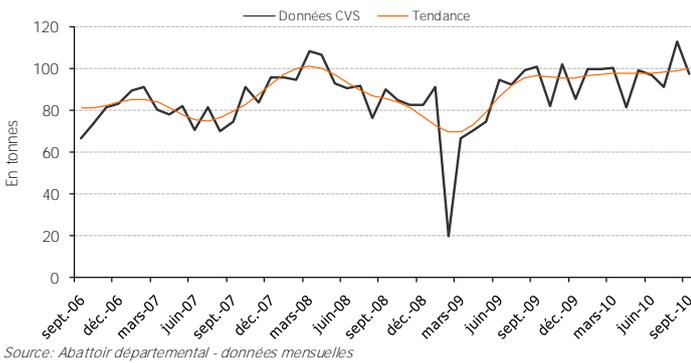


Importations de viande bovine

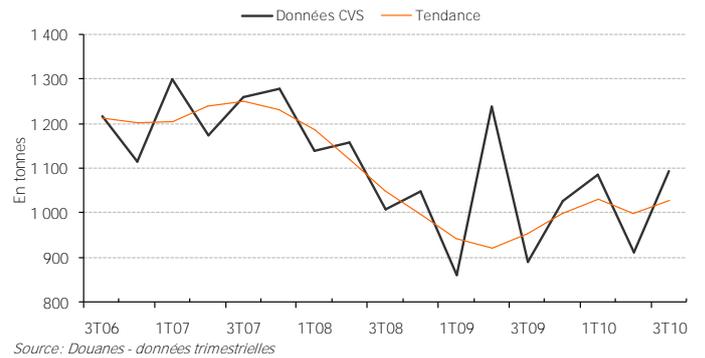


La filière porcine

Abattage de viande porcine

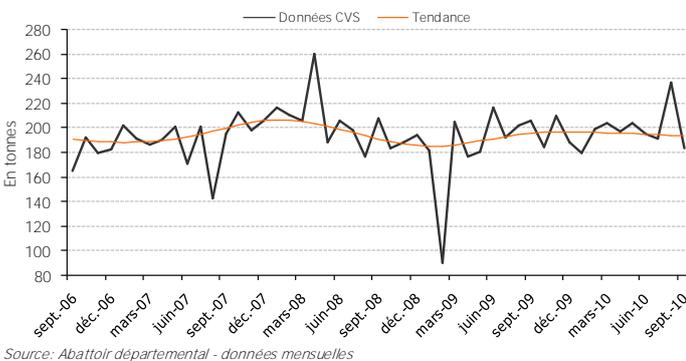


Importations de viande porcine

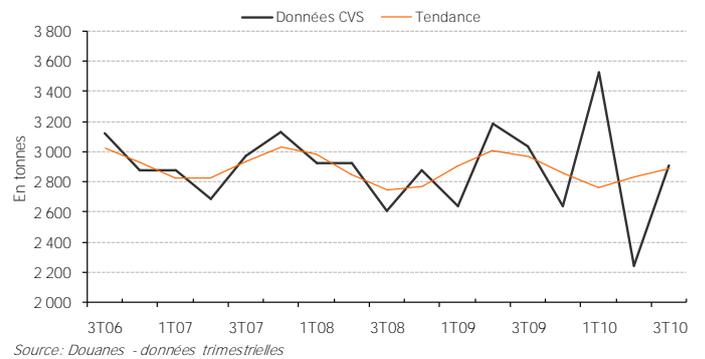


La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total

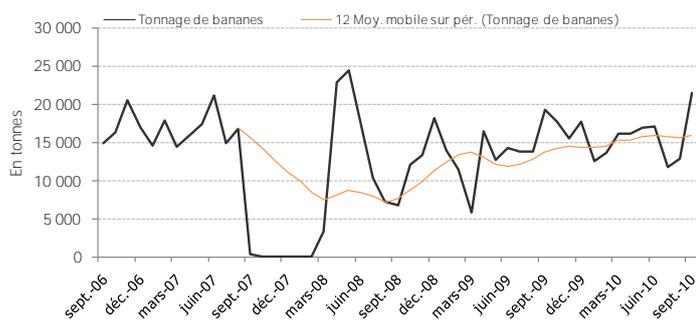


Importations de volailles



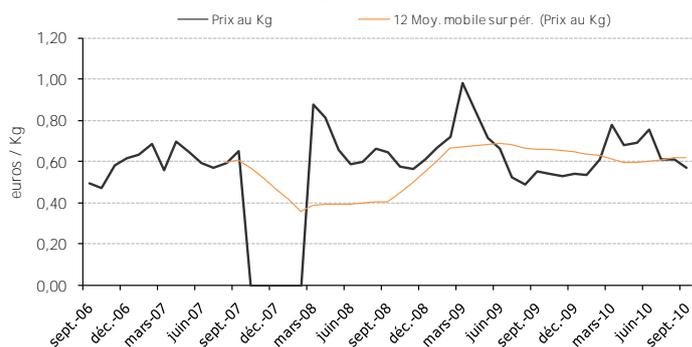
La filière banane

Arrivages de bananes martiniquaises au sein de l'Union européenne



Source: FEL Hebdo - données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du Kg de bananes*

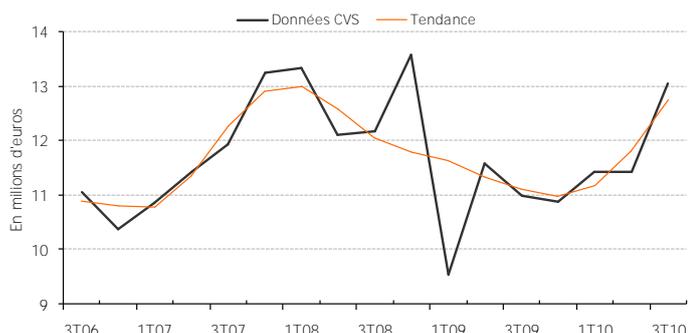


Source: FEL Hebdo - données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de bananes ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

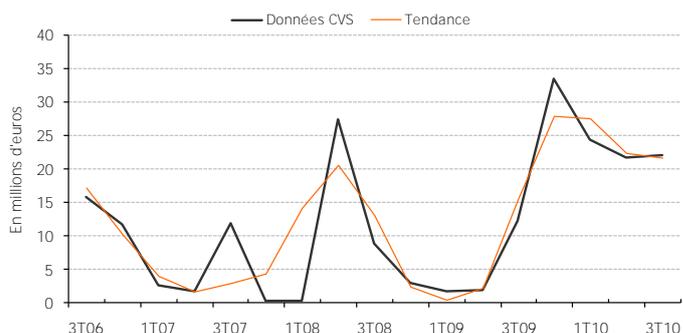
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source: Douanes - données trimestrielles

Exportations



Source: Douanes - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	89,0	111,3	113,8	105,6	98,1	101,3	117,4	88,3	880,3	-16,3 %	-2,9 %
Porcins	55,8	63,4	77,7	88,4	81,3	86,3	95,6	86,6	726,5	-2,1 %	21,7 %
Total*	148,8	179,6	197,2	198,9	185,7	192,9	219,1	179,5	1 660,4	-9,8 %	7,2 %

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

Importations <i>en tonnes</i>	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	1 306,6	1 207,3	1 214,0	1 146,7	1 105,3	1 156,3	1 033,2	1 423,2	3 612,8	24,1 %	6,7 %
Porcins	1 142,1	1 165,3	920,5	806,4	1 333,0	921,6	862,0	987,0	2 770,6	22,4 %	2,1 %
Volailles	3 109,2	2 955,0	2 586,9	3 000,6	2 775,2	3 474,0	2 195,0	2 858,3	8 527,3	-4,7 %	-2,2 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Produits agricoles* <i>en millions d'euros</i>	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	17,7	13,4	10,1	14,1	24,3	24,9	24,2	24,8	73,9	76,5 %	ns
Importations	10,6	11,5	11,8	10,7	11,5	10,8	11,6	12,7	35,2	18,8 %	11,5 %

* Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Source : Douanes - données trimestrielles

Bananes <i>en milliers de tonnes</i>	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	$\frac{sept.2010}{sept.2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Arrivages au sein de l'UE	14,9	0,3	6,8	19,3	17,0	11,7	12,9	21,4	138,6	10,9 %	14,3 %

Source : Fruits et Légumes Hebdo - données mensuelles

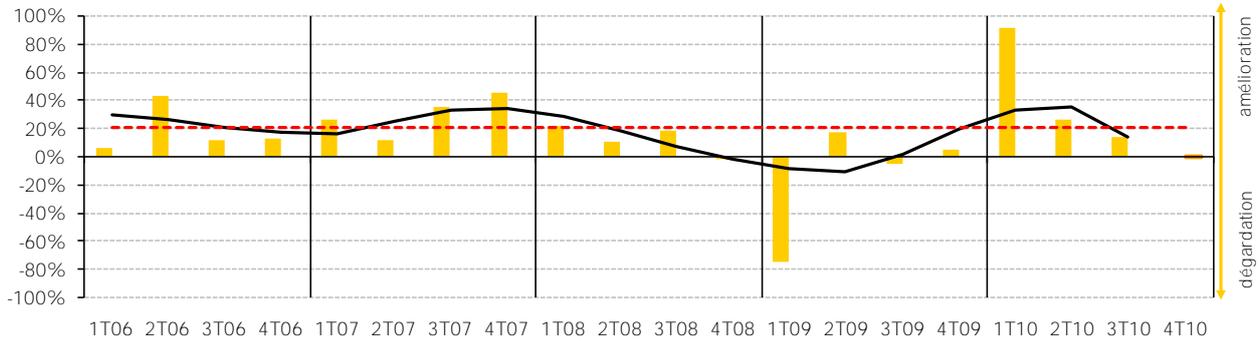
Bananes	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{sept.2010}{sept.2009}$
Prix moyen au kg	0,50 €	0,65 €	0,65 €	0,56 €	0,75 €	0,62 €	0,61 €	0,57 €	2,7 %

Source : Fruits et Légumes Hebdo - données mensuelles

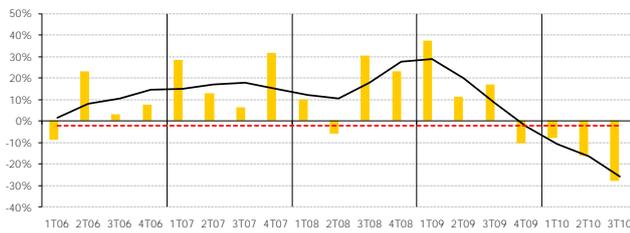
SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 18 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 813 salariés.

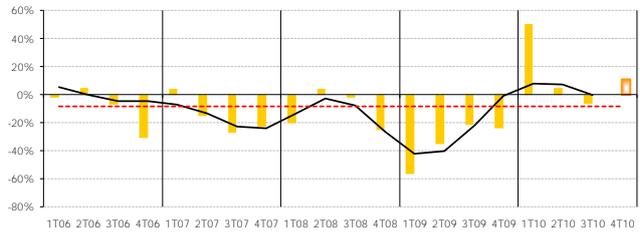
ACTIVITE



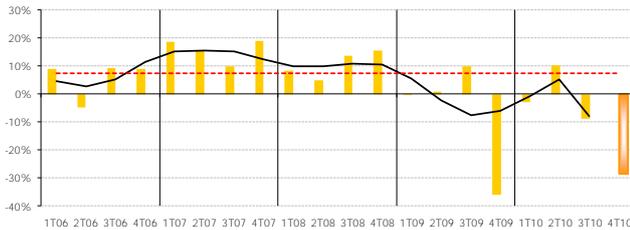
CHARGES



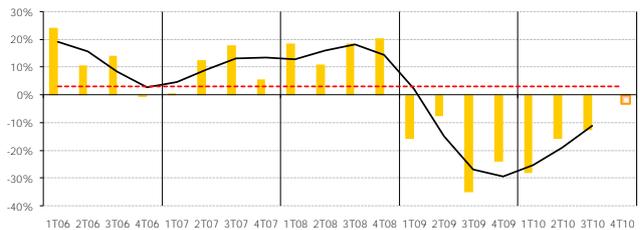
TRESORERIE



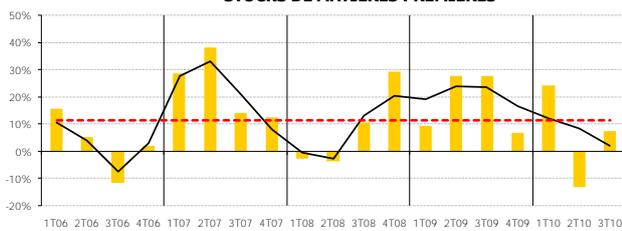
EFFECTIFS



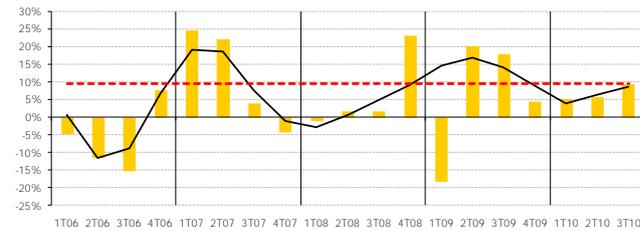
PRIX DE VENTE



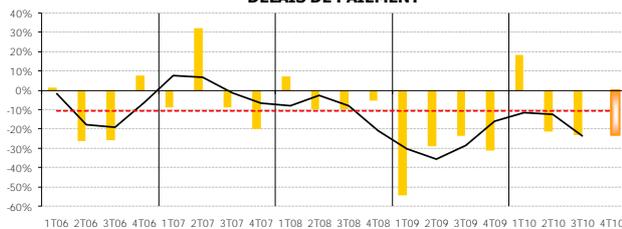
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



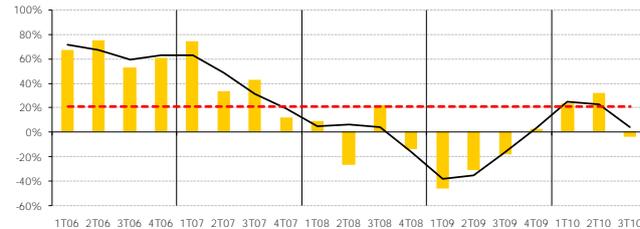
STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT

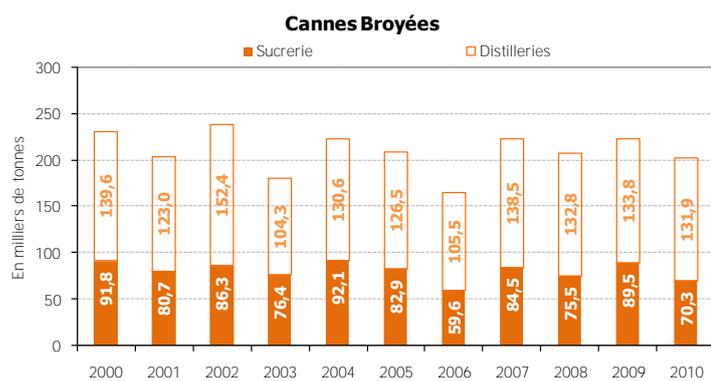


PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

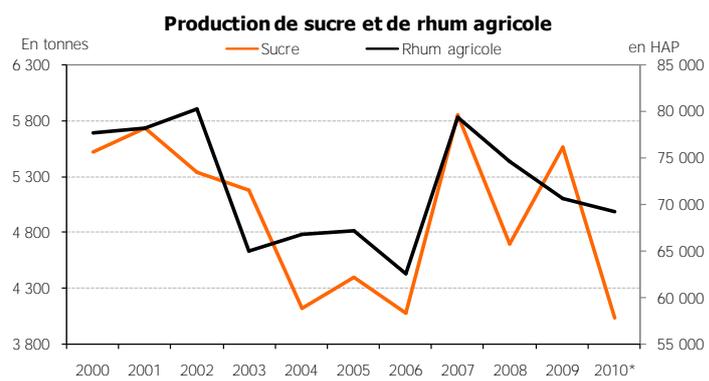


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La filière rhum



Source: Centre technique de la canne et du sucre - données annuelles



Source: Centre technique de la canne et du sucre - données annuelles *données provisoires

Dernières données chiffrées

Cannes broyées <i>en milliers de tonnes</i>	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	$\frac{\sum 2010^*}{\sum 2009}$
Sucrierie	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	70,3	-21,4 %
Distilleries	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	131,9	-1,4 %
Total	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	202,2	-9,4 %

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

Production	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	$\frac{\sum 2010^*}{\sum 2009}$
Sucre <i>(en milliers de tonnes)</i>	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,1	5,8	4,7	5,6	4,0	-27,4 %
Rhum agricole <i>(en milliers d'HAP)</i>	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	70,6	69,3	-1,9 %

* : données provisoires

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 28 entreprises du secteur employant au total 1 036 salariés.

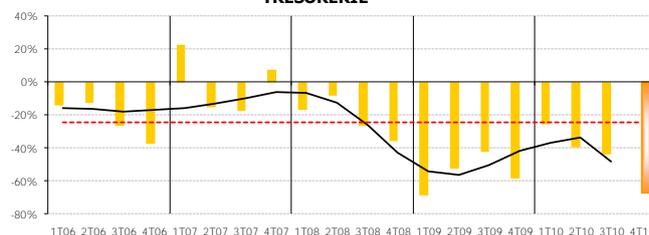
ACTIVITE



CHARGES



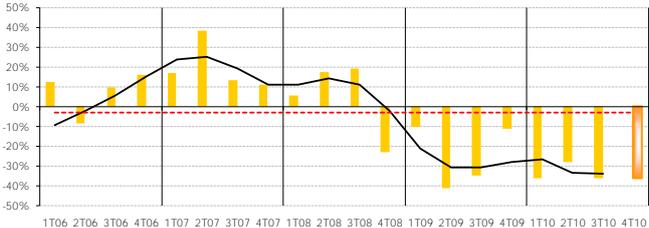
TRESORERIE



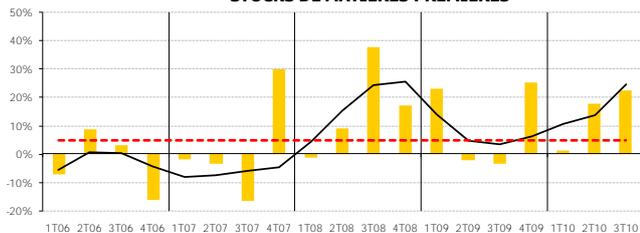
EFFECTIFS



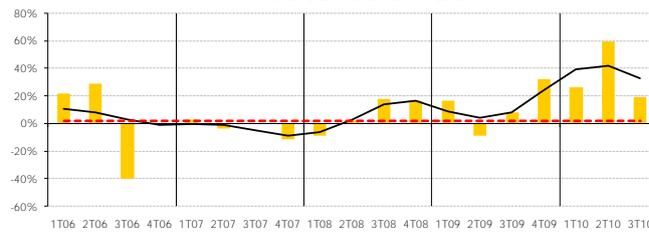
PRIX DE VENTE



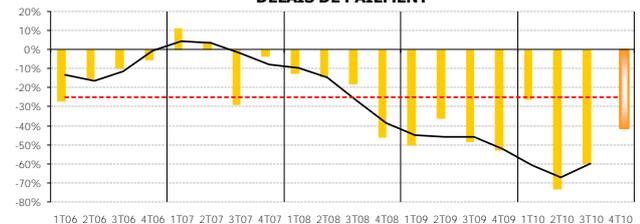
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



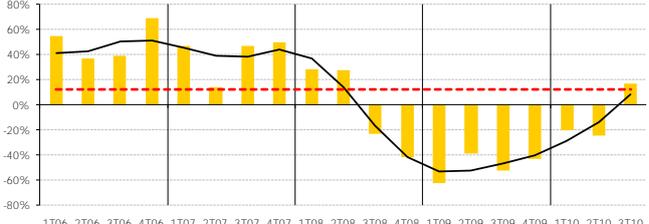
STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



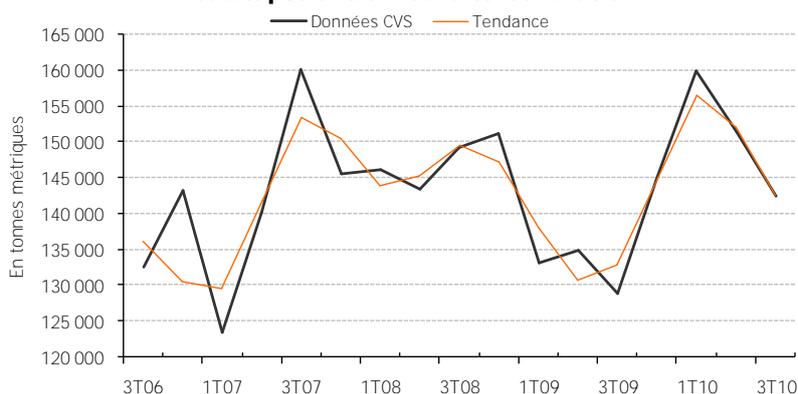
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

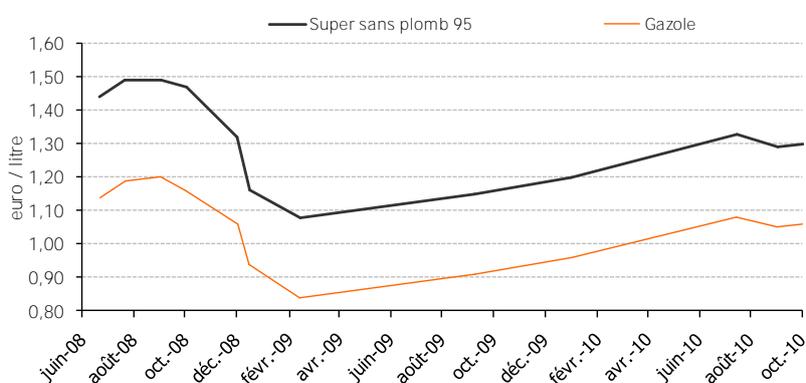
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : SARA - données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : DRCCRF

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	3T06				3T07				3T08				3T09				Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10											
Mis à la consommation	138,5	167,0	155,8	134,3	149,6	155,8	143,9	148,3	447,9	10,4 %	14,0 %								

Source : Sara - données trimestrielles

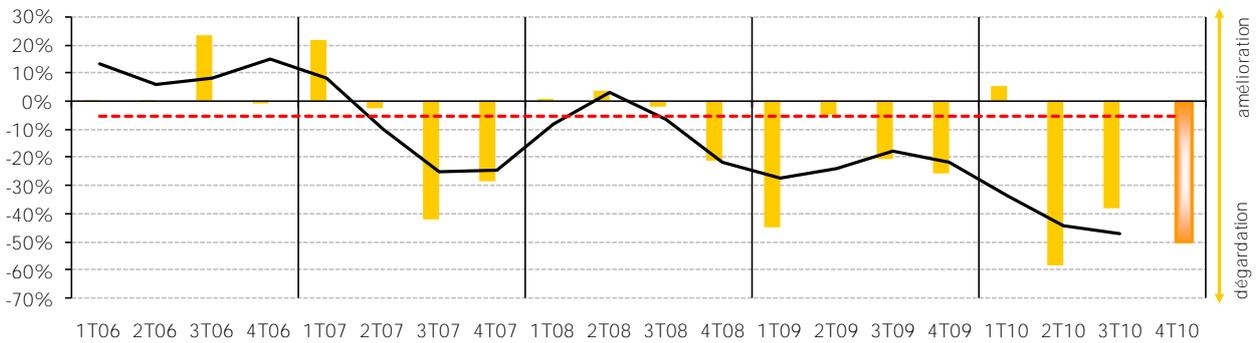
Prix à la pompe en euros	1 ^{er} déc. 2008	15 déc. 2008	13 fév. 2009	8 sept. 2009	1 ^{er} janv. 2010	15 juillet 2010	4 sept. 2010	1 ^{er} oct. 2010	$\frac{oct.2010}{sept.2010}$
Essence sans plomb	1,32	1,16	1,08	1,15	1,20	1,33	1,29	1,30	0,8 %
Gazole route	1,06	0,94	0,84	0,91	0,96	1,08	1,05	1,06	1,0 %

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

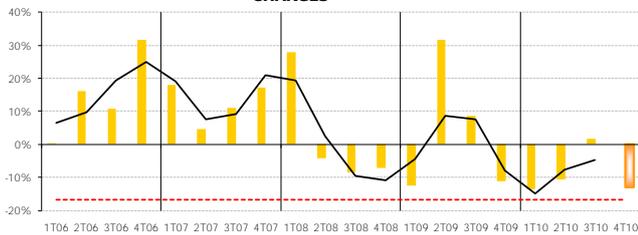
SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 16 entreprises du secteur de la construction employant au total 839 salariés.

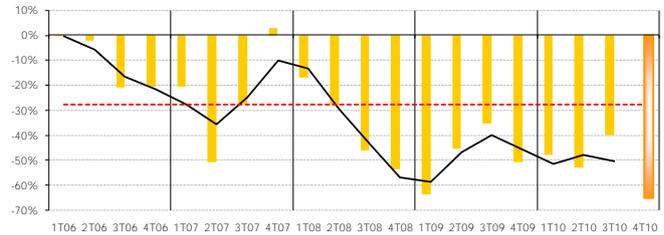
ACTIVITE



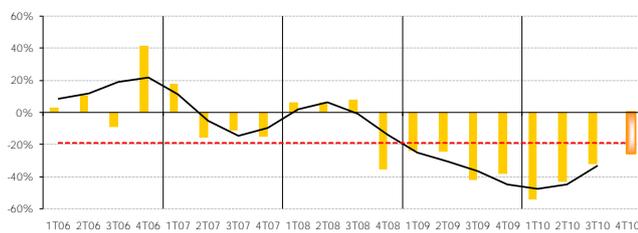
CHARGES



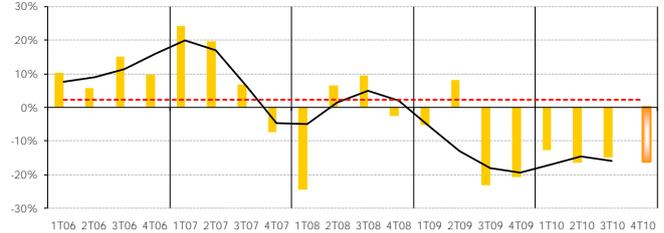
TRESORERIE



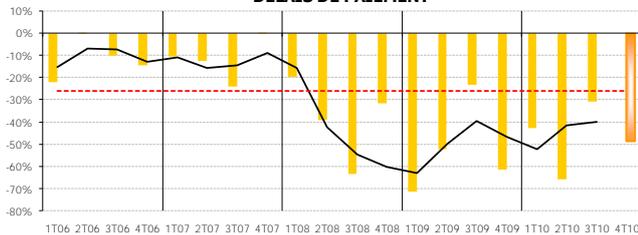
PRIX DE VENTE



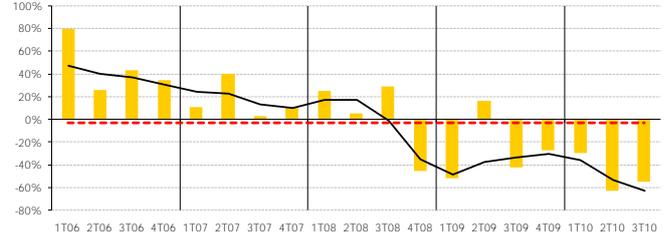
EFFECTIFS



DELAIS DE PAIEMENT

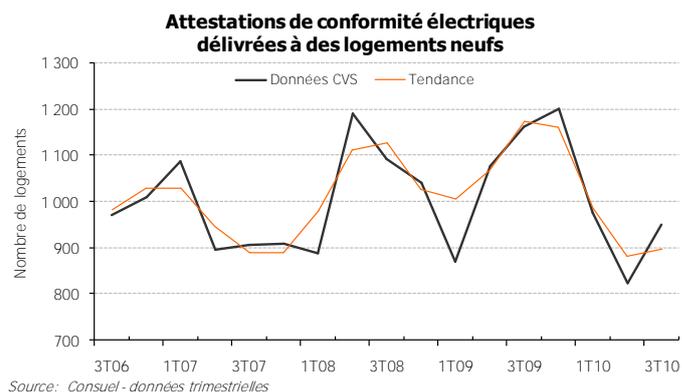
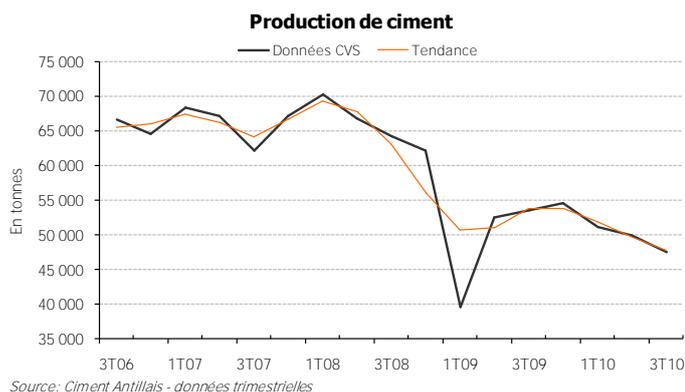


PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

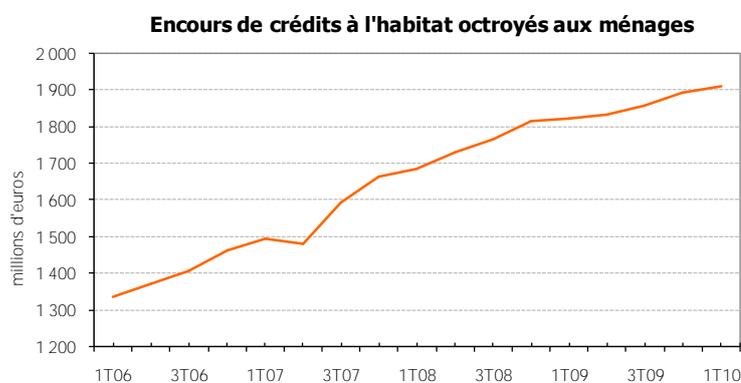


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La production de ciment – les attestations de conformité



Les encours de crédit à l'habitat des ménages



Dernières données chiffrées

Ciment <i>milliers de tonnes</i>	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	Production	67,9	63,6	65,7	55,0	53,3	48,7	52,1			

Source : Ciments Antillais - données trimestrielles

Attestations de conformité électrique	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	Nombre de logements neufs	883	824	1 009	1 102	1 377	764	914			

Source : Consuel - données trimestrielles

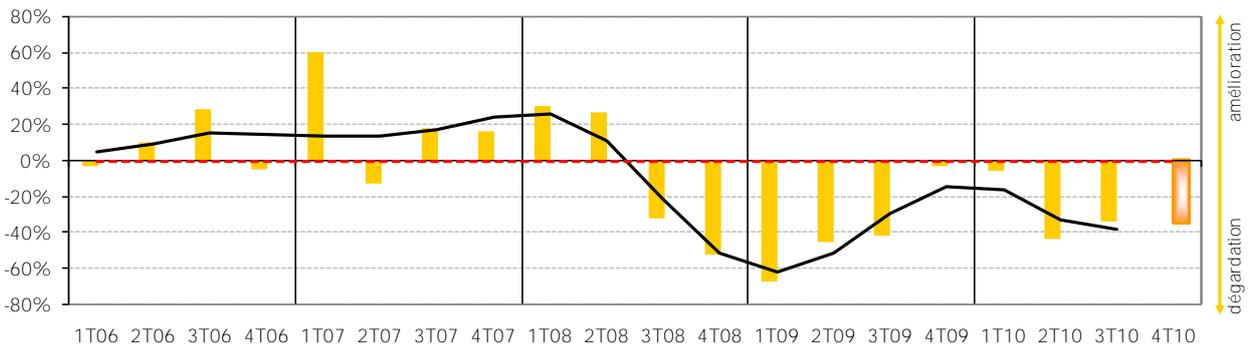
Crédit à l'habitat <i>en millions d'euros</i>	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
	Encours octroyés aux ménages	1 336,9	1 495,9	1 685,6	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

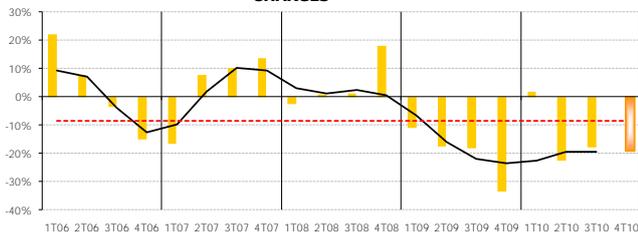
SECTEUR DU COMMERCE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur employant au total 2 002 salariés.

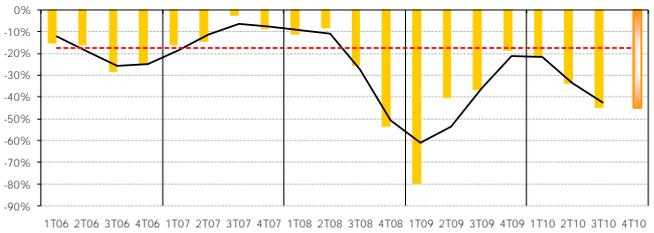
ACTIVITE



CHARGES



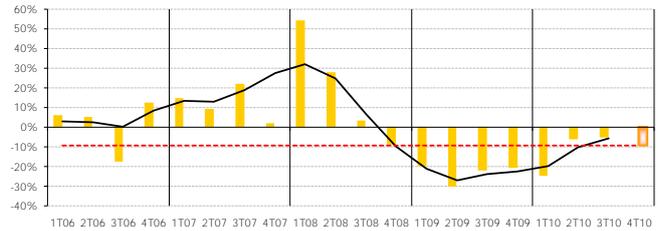
TRESORERIE



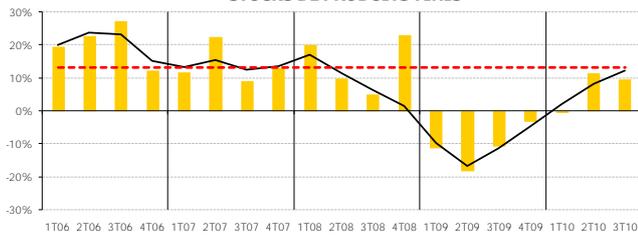
EFFECTIFS



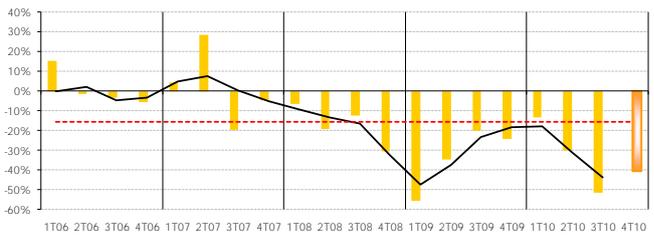
PRIX DE VENTE



STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



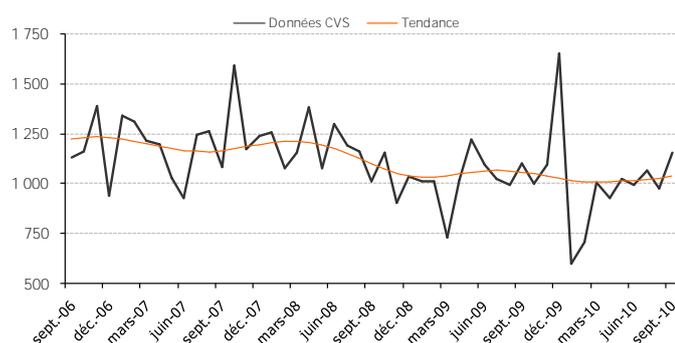
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

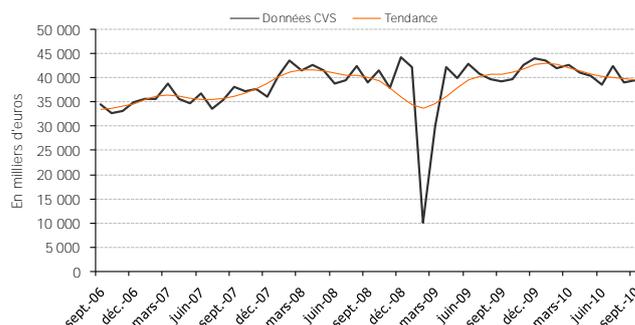
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs

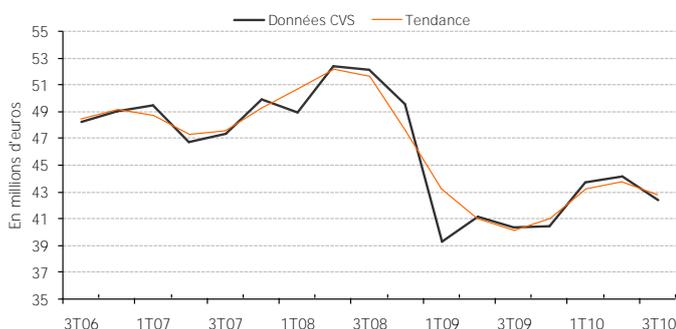


Source: Association auxiliaire de l'automobile - données mensuelles

Chiffre d'affaires de la grande distribution



Recettes d'octroi de mer



Source: Douanes et droits indirects - données trimestrielles

Recettes de TVA



Source: Direction régionale des finances publiques - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Immatriculations	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules particuliers neufs	1 045	986	919	1 002	960	1 074	800	1 058	7 939	5,6 %	-9,5 %

Source : AAA - données mensuelles

Grande distribution en millions d'euros	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Chiffre d'affaires	35,0	38,8	39,7	39,6	37,5	42,9	42,5	39,6	138,6	+0,1 %	+11,5 %

Source : DRCCRF - données mensuelles

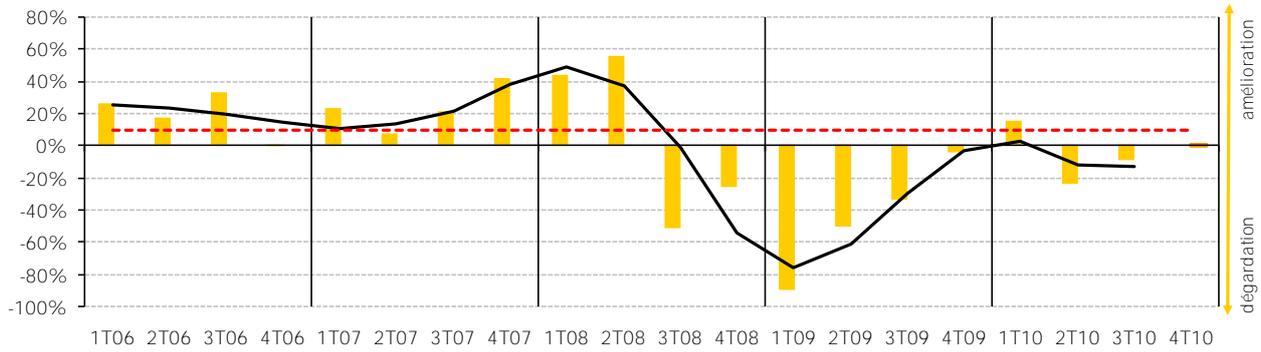
en millions d'euros	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Recettes d'octroi de mer	45,5	45,0	50,0	38,8	45,5	40,0	43,9	40,8	124,7	5,0 %	7,9 %
Recettes de TVA	-	-	41,5	40,6	39,5	38,8	38,4	39,0	116,2	-4,0 %	+3,8 %

Source : Douanes et droits indirects - données trimestrielles

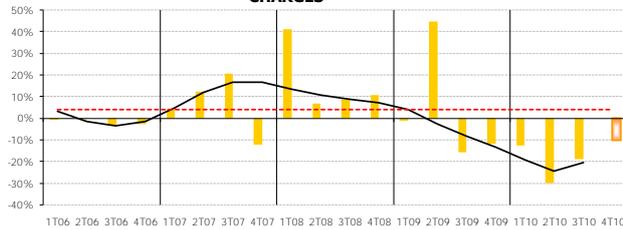
SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 16 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 370 salariés.

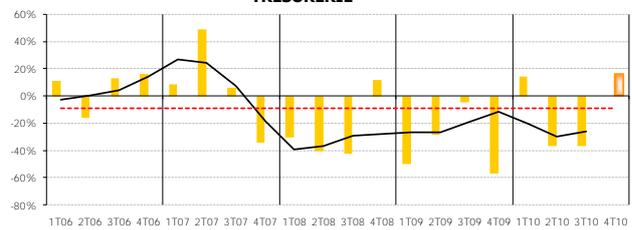
ACTIVITE



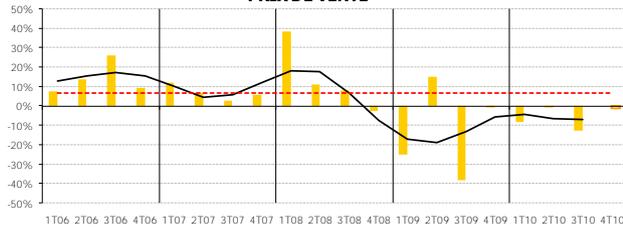
CHARGES



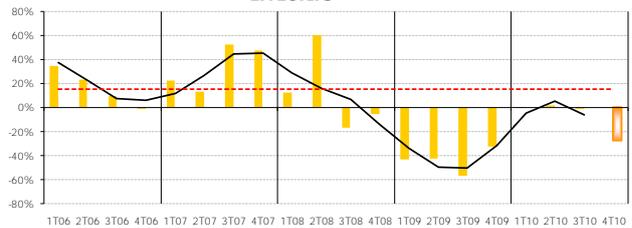
TRESORERIE



PRIX DE VENTE



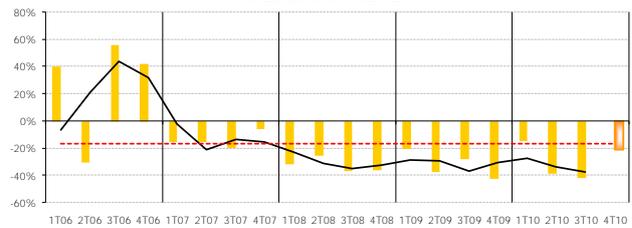
EFFECTIFS



CARNET DE COMMANDE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

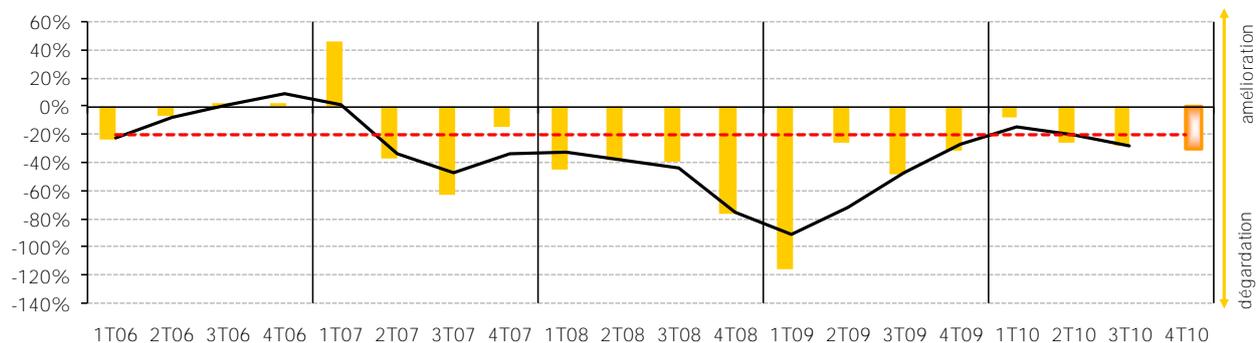


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

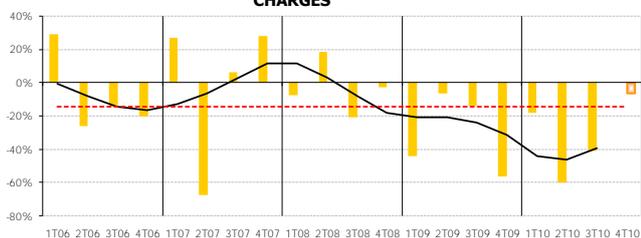
SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 9 entreprises du secteur employant au total 370 salariés.

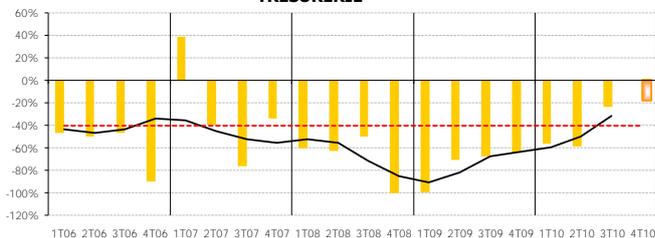
ACTIVITE



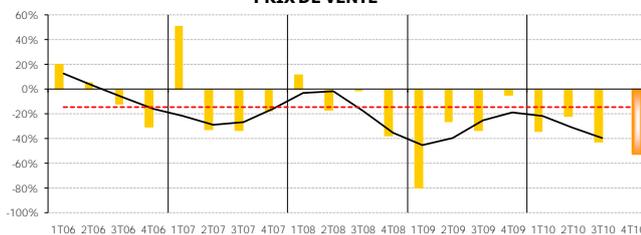
CHARGES



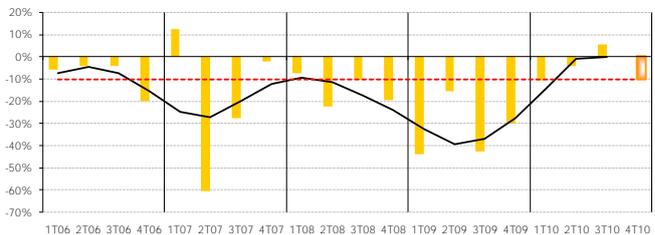
TRESORERIE



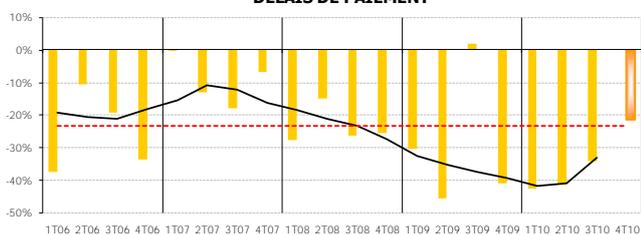
PRIX DE VENTE



EFFECTIFS



DELAIS DE PAIEMENT



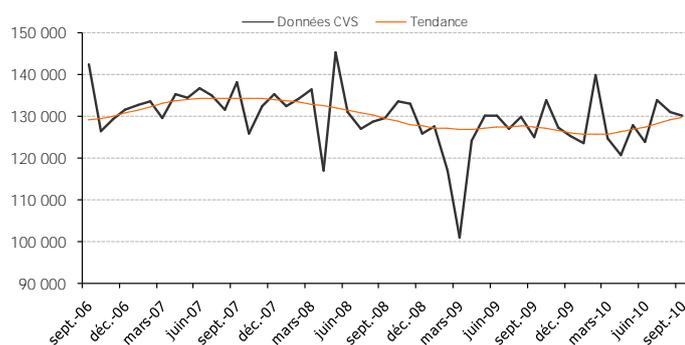
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

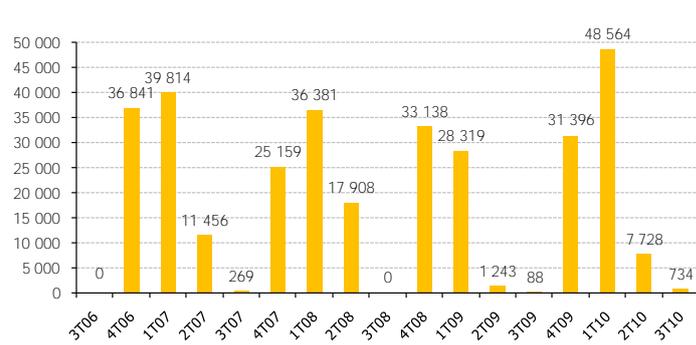
La fréquentation touristique

Nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire



Source: CCIM - données mensuelles

Nombre de croisiéristes reçus à la Martinique



Source: DD PAF - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Trafic aérien <i>en milliers</i>	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de passagers de l'aéroport	89,8	93,6	88,2	85,1	107,3	167,8	179,5	88,6	1 202	4,1 %	4,0 %

Source : CCIM - données mensuelles

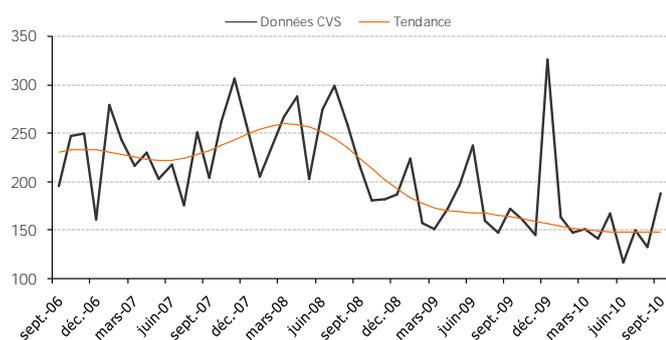
Trafic maritime <i>en milliers</i>	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de croisiéristes	-	269	-	88	229	208	300	226	57 026	ns	92,3 %

Source : DD PAF - données mensuelles

Les entreprises

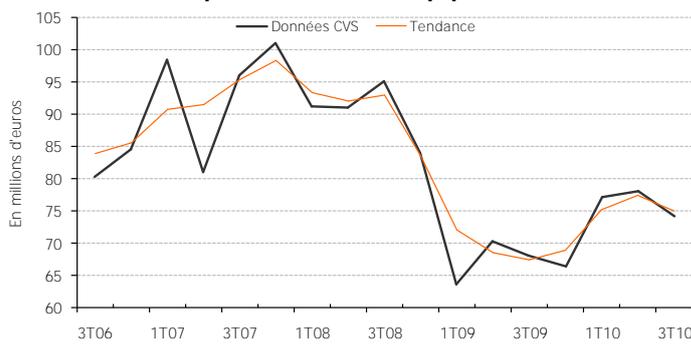
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



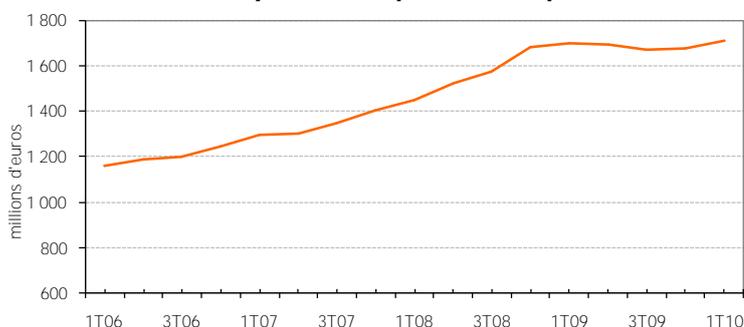
Source: Association auxiliaire de l'automobile - données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source: Douanes - données trimestrielles

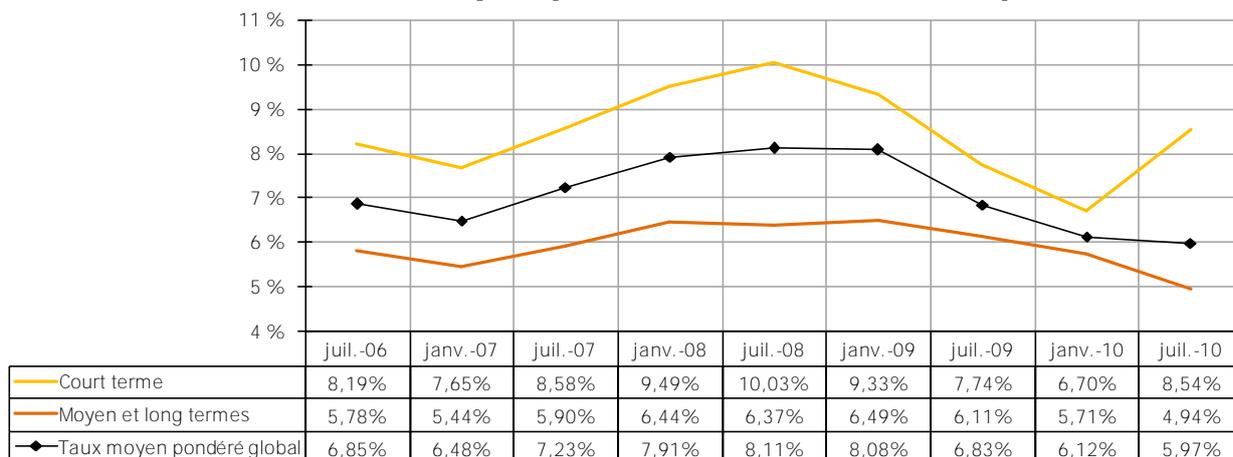
Encours de crédits à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises



Source: IEDOM - données trimestrielles
NB: établissements de crédit installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Evolution des taux moyens pondérés des crédits aux entreprises



Source: IEDOM - données semestrielles

Source: IEDOM, données semestrielles

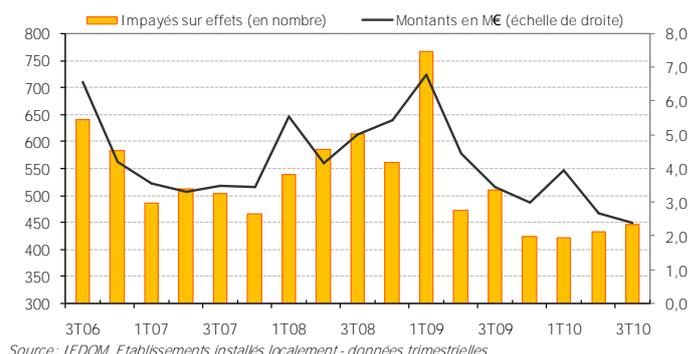
* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Impayés sur effets de commerce



Dernières données chiffrées

Immatriculations	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	Cumul 2010	sept.2010 / sept.2009	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules utilitaires neufs	180	191	214	179	127	157	107	202	1 351	12,8 %	-16,5 %

Source : Aaa - données mensuelles

Importations en millions d'euros	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens d'équipement	72,3	88,0	88,9	64,4	76,5	75,0	72,1	70,9	218,1	10,1 %	13,7 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours de crédit octroyés aux entreprises	1 156,4	1 296,2	1 450,4	1 698,2	1 693,0	1 667,2	1 675,7	1 707,9	0,6%

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés (en %)	juillet 2006	janvier 2007	juillet 2007	janvier 2008	juillet 2008	janvier 2009	juillet 2009	janvier 2010	juillet 2010	Var. en pts de base sur 1 an
Crédits court terme	8,19 %	7,65 %	8,58 %	9,49 %	10,03 %	9,33 %	7,74 %	6,70 %	8,54 %	184
Crédits moyen long termes	5,78 %	5,44 %	5,90 %	6,44 %	6,37 %	6,49 %	6,11 %	5,71 %	4,94 %	-77
Taux moyen pondéré global	6,85 %	6,48 %	7,23 %	7,91 %	8,11 %	8,08 %	6,83 %	6,12 %	5,97 %	-15

Source : IEDOM -- données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Interdictions bancaires	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Personnes morales	1 903	2 003	2 080	2 262	2 334	2 328	2 333	2 339	3,4 %

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

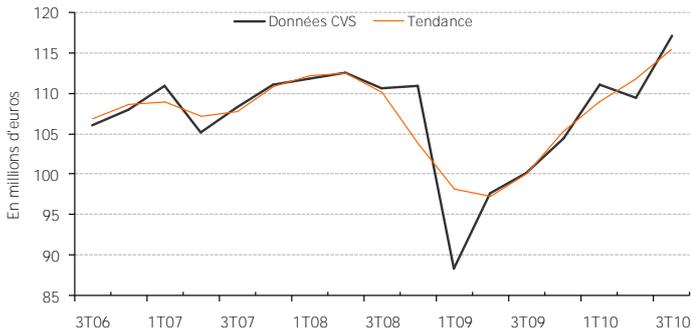
Impayés sur effets	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	$\frac{3T10}{3T09}$
Nombre d'effets	641	503	614	510	425	422	434	446	-12,5 %

Source : IEDOM - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

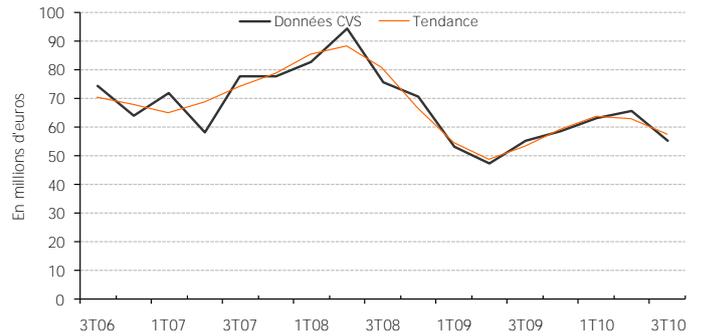
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



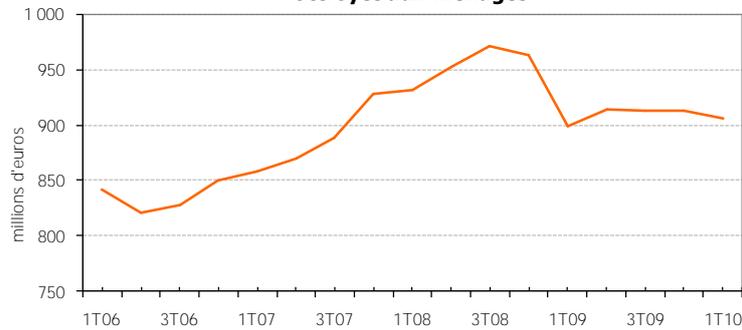
Source: Douanes - données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source: Douanes - données trimestrielles

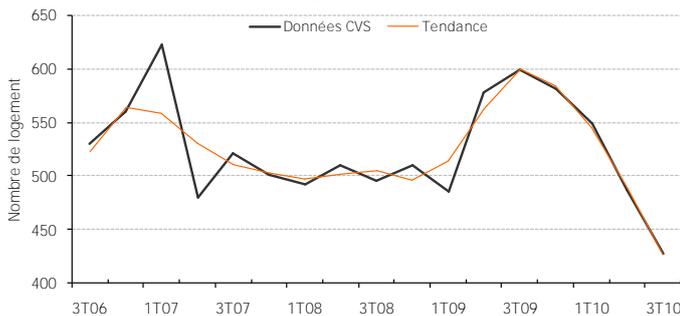
Encours de crédits à la consommation octroyés aux ménages



Source: IEDOM - données trimestrielles
NB: établissements de crédit installés localement ou non

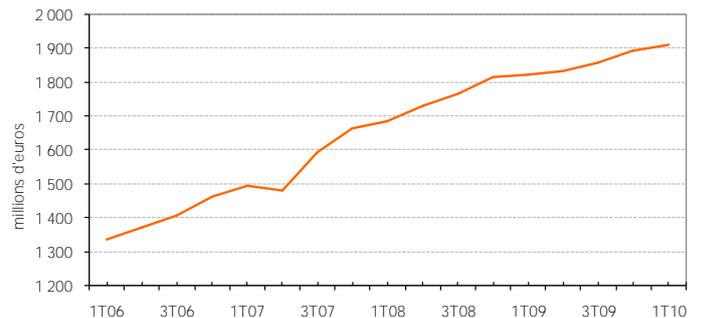
L'investissement des ménages

Attestations de conformité électrique attribuées à des logements individuels neufs



Source: Consuel - données trimestrielles

Encours de crédits à l'habitat octroyés aux ménages



Source: IEDOM - données trimestrielles
NB: établissements de crédit installés localement ou non

La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdit bancaire



Source: IEDOM - données mensuelles

Retrait de cartes bancaires



Source: IEDOM - données mensuelles

Dossiers déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement



Source: IEDOM - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens de consommation	100,3	103,4	106,6	97,1	112,7	103,1	111,8	113,9	328,9	17,3 %	17,8 %
Produits de l'industrie automobile	71,4	75,4	73,6	53,6	73,9	55,6	59,2	53,4	168,2	-0,3 %	17,7 %

Source: Douanes - données trimestrielles

Crédit à la consommation en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours de crédit octroyés aux ménages	842,4	857,7	931,6	899,1	914,5	912,6	917,6	906,4	0,8%

Source: IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique <i>nombre</i>	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Logements individuels neufs	516	513	493	599	641	452	522	427	1 401	-28,7 %	-13,5 %

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat <i>en millions d'euros</i>	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours octroyés aux ménages	1 336,9	1 495,9	1 685,6	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	1 912,7	4,8%

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdictions bancaires	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Personnes physiques	20 384	18 799	18 389	18 703	18 770	18 320	18 404	18 232	-2,5 %

Source : IEDOM - données mensuelles

Retrait de cartes bancaires	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Nombre de cartes bancaires	4 743	4 086	3 987	4 972	5 686	5 856	5 954	5 999	20,7 %

Source : IEDOM - données mensuelles

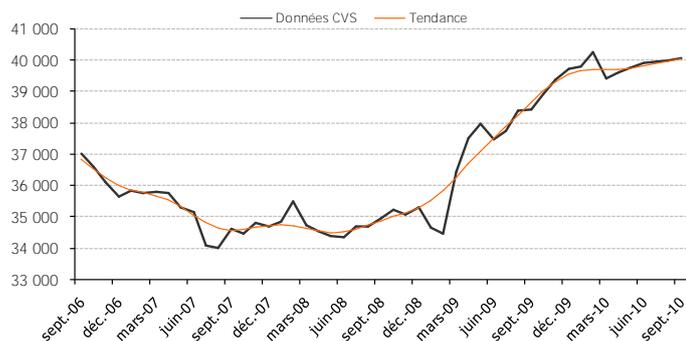
Surendettement <i>nombre</i>	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Dépôts de dossiers	59	81	79	91	104	113	108	106	327	16,5 %	30,8 %

Source : IEDOM - données trimestrielles

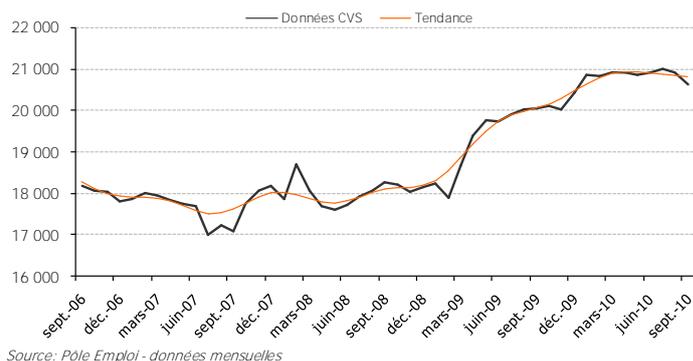
Sélection d'indicateurs macro-économiques

Le marché de l'emploi

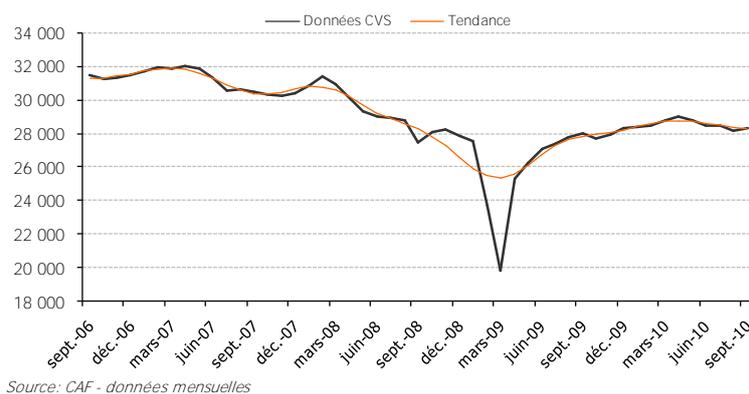
Demands d'emploi en fin de mois de catégorie A



Nombre d'allocataires de Pôle emploi



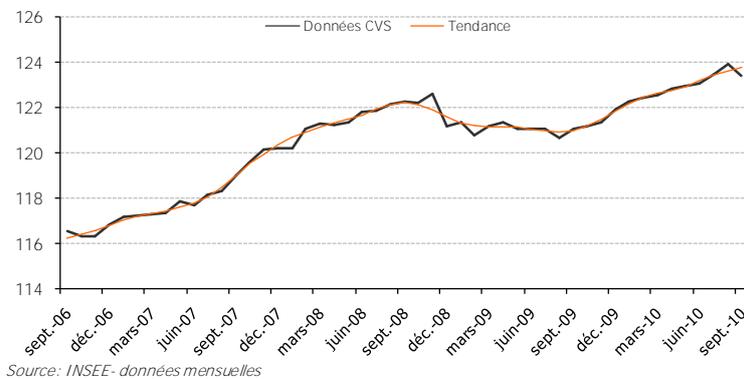
Nombre de bénéficiaires du RMI



L'inflation

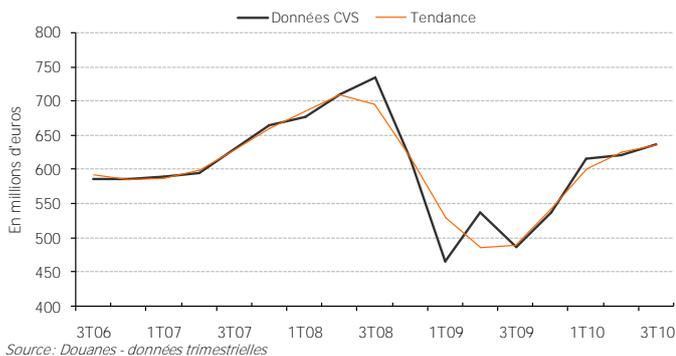
Indice des prix à la consommation

Base 100 en 1998

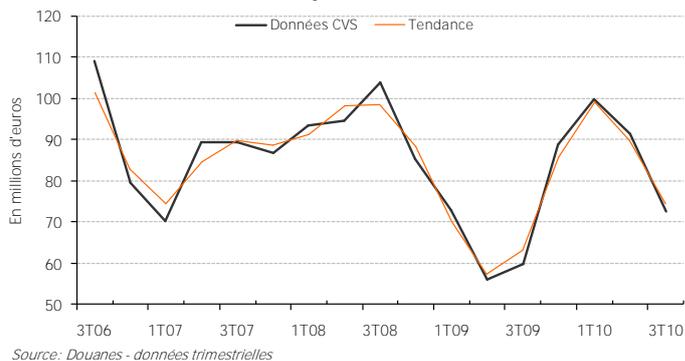


Le commerce extérieur

Importations



Exportations



Dernières données chiffrées

Commerce extérieur

(en millions d'euros)	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T09	2T10	3T10	Cumul 2010	$\frac{3T10}{3T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	110,8	90,9	104,4	59,6	93,2	101,6	85,8	71,8	259,2	20,5 %	39,6 %
Importations	579,2	629,8	743,5	494,6	586,2	584,2	583,5	648,3	1 815,9	31,1 %	26,0 %
Taux de couverture	19,1 %	14,4 %	14,0 %	12,1 %	15,9 %	17,4 %	14,7 %	11,1 %	14,3 %	-1 point	1,4 point

Source : Douanes - données trimestrielles

Demandeurs d'emploi	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Nombre de DEFM A	38 187	35 660	35 983	39 541	39 021	39 662	40 712	41 169	4,1 %

Source : SMTP – Pôle Emploi, Dares - données mensuelles

Pôle emploi	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Nombre d'allocataires	18 322	17 167	18 321	20 075	20 470	21 146	20 734	20 679	3,0 %

Source : Pôle emploi - données mensuelles

RMI	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Nombre d'allocataires	31 640	30 720	27 829	28 430	28 479	28 480	28 580	28 794	1,9 %

Source : CAF- données mensuelles

Prix base 100 : 1998	sept. 2006	sept. 2007	sept. 2008	sept. 2009	juin 2010	juillet 2010	août 2010	sept. 2010	$\frac{\text{sept.2010}}{\text{sept.2009}}$
Indice des prix à la consommation	117,0	119,5	122,8	121,6	122,6	123,3	124,1	123,9	1,9 %

Source : INSEE - données mensuelles

Liste des publications

Lette mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur Internet
Rapport annuel: Martinique, Guadeloupe, Guyane Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon – le fascicule	Gratuit sur Internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

Evolution statutaire et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)	
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (octobre 2006)	
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (octobre 2007)	
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2007)	
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)	
Compétitivité des ports ultramarins dans les DCOM (décembre 2007)	
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)	
La filière des déchets à la Guadeloupe (octobre 2008)	
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2008)	
Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice (juillet 2009)	
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (décembre 2009)	
Panorama de l'activité bancaire des les DOM en 2008 (décembre 2009)	
L'habitat dans les outre-mer français (février 2010)	
Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (mars 2010)	

Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Les notes expresses (dernières parutions)

N°54	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (avril 2009)	
N°55	Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (avril 2009)	
N°56	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (avril 2009)	
N°57	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (avril 2009)	
N°59	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (avril 2009)	
N°60	Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)	
N°61	Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (juin 2009)	
N°62	L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (novembre 2009)	
N°63	L'habitat à la Réunion (novembre 2009)	
N°64	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (décembre 2009)	
N°65	Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (janvier 2010)	
N°66	L'habitat à Mayotte (février 2010)	
N°67	L'année 2009 à la Martinique (mars 2010)	
N°68	L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs (mars 2010)	
N°69	Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme (mars 2010)	
N°70	Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane (mars 2010)	
N°71	L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon : une inflexion qui résulte de facteurs internes (mars 2010)	
N°72	Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe (mars 2010)	
N°73	Synthèse de l'année 2009 à la Réunion (mars 2010)	
N°74	La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité (mars 2010)	
N°75	L'habitat dans les outre-mer français (mars 2010)	
N°76	L'habitat à la Martinique, un marché sous contraintes (mai 2010)	
N°77	Panorama de la Réunion en 2009 (juillet 2010)	
N°78	Panorama de Mayotte en 2009 (juillet 2010)	
N°79	Panorama de la Martinique en 2009 (août 2010)	

Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

- Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (mars 2004)	
- Réunion : Une double transition presque réussie (octobre 2004)	
- L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)	
- Emergence de nouveaux moteurs de croissance – le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)	Gratuit sur internet
- Les entreprises de Martinique (septembre 2007)	
- Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)	
- Guyane : un développement sous contraintes (juin 2008)	
- Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)	

Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
• Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (décembre 2006)	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
(agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	
• Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce	
• (automobile, de gros et de détail) (décembre 2006)	

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'IEDOM au 05 96 59 44 12

1, bd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex
etudes@iedom-martinique.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr

Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex

Mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 **Fax** : (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
Editeur : IEDOM
Imprimeur : IEDOM
Achévé d'imprimer le 6 décembre 2010
Dépôt légal : décembre 2010
N° ISSN 0296 – 3116